

F/A - 18



AUSTERITE

SQUATT

CONGRES AIT

SEVILLE EXPO 92



F/A - 18

le GSsA entre au parlement... par la grande porte

Ariane

BRAVO ! Même si nous ne croyons pas beaucoup à "l'arme" de l'initiative populaire comme facteur de changement, il n'est pas possible de nier le fait que l'initiative "Stop FA18" constitue un "coup" politique de tout premier ordre. Plus de 500'000 signatures recueillies en quelques semaines: un record historique jamais égalé, qui témoigne de la vivacité du sentiment antimilitariste dans une large couche de la population; et plus généralement d'une véritable défiance envers les choix de la hiérarchie militaire. Les sondages effectués ces derniers temps font état de deux tiers d'opposants à l'achat de ces 34 avions d'un montant, rappelons-le, de 3,5 milliards de francs. Nombreux sont les Suisses qui en ont marre de voir leurs impôts passer au-dessus de leurs têtes, comme on dit ici.

En lançant une initiative constitutionnelle demandant un moratoire dans l'achat d'avions de combat à partir du 1er juin 92 jusqu'en l'an 2000, les spécialistes en droit constitutionnel du Groupe Suisse sans Armée GSsA ont vraiment été très habiles. Pour eux il s'agissait de court-circuiter les débats joués d'avance qui allaient avoir lieu au parlement.

Sur ce plan le succès n'est pas complet, puisque la majorité du Conseil national a tout de même voté les crédits pour l'achat des F/A

18, mais une bataille a été gagnée, vu que les parlementaires ont décidé de geler les versements au constructeur américain jusqu'à la votation sur l'initiative en juin 93.

Le GSsA est parvenu à créer l'événement jusqu'au sein du Conseil national, en ralliant à sa proposition de refus des nouveaux avions de combat 84 parlementaires sur 200. Parmi ceux-ci: l'extrême-gauche, les groupes socialiste, écologiste, indépendant et évangéliste incorpore, quatre radicaux, huit démocrates-chrétiens, les membres de la "lega", deux démocrates suisses (extrême-droite) et même le colonel Christoph Blocher. Le GSsA est enfin sorti de l'enfance et des doux rêves d'utopie pour entrer de plein pied dans l'arène politique.

Personne ne peut nier que le conseiller national Andreas Gross est entrain de faire une magnifique carrière politique au parti socialiste (PS) et que l'initiative pour une Suisse sans armée ait été pour lui la meilleure des rampes de lancement (35.6% des votants favorables à la suppression de l'armée le 26 novembre 1989).

Aujourd'hui c'est sur sa petite personne que les médias se focalisent (le GSsA est passé au second plan). Jusqu'à son camarade de parti Helmut Hubacher, le président de la commission militaire du Conseil national, qui déclare que *"l'initiative qu'il (Gross) a lancée est une idée géniale!"* (Le nouveau quotidien 11.6.92). Ah bon il était tout seul!?

Question bonnes idées, le "camarade" Hubacher en connaît un bout. Il vient de présenter un plan capable de torpiller les intentions du GSsA. En cas de succès, la Suisse pourrait fort bien louer des avions de combat à la France en attendant tranquillement l'an 2000 et le nouveau rafale européen.

A ce propos il n'est pas inutile de rappeler que le récent succès de l'initiative «pour un moratoire nucléaire» le 23 septembre 1990, qui interdit la construction de nouvelles centrales nucléaires pendant dix ans, n'empêche nullement à la Suisse d'acheter de l'électricité provenant de centrales nucléaires françaises...

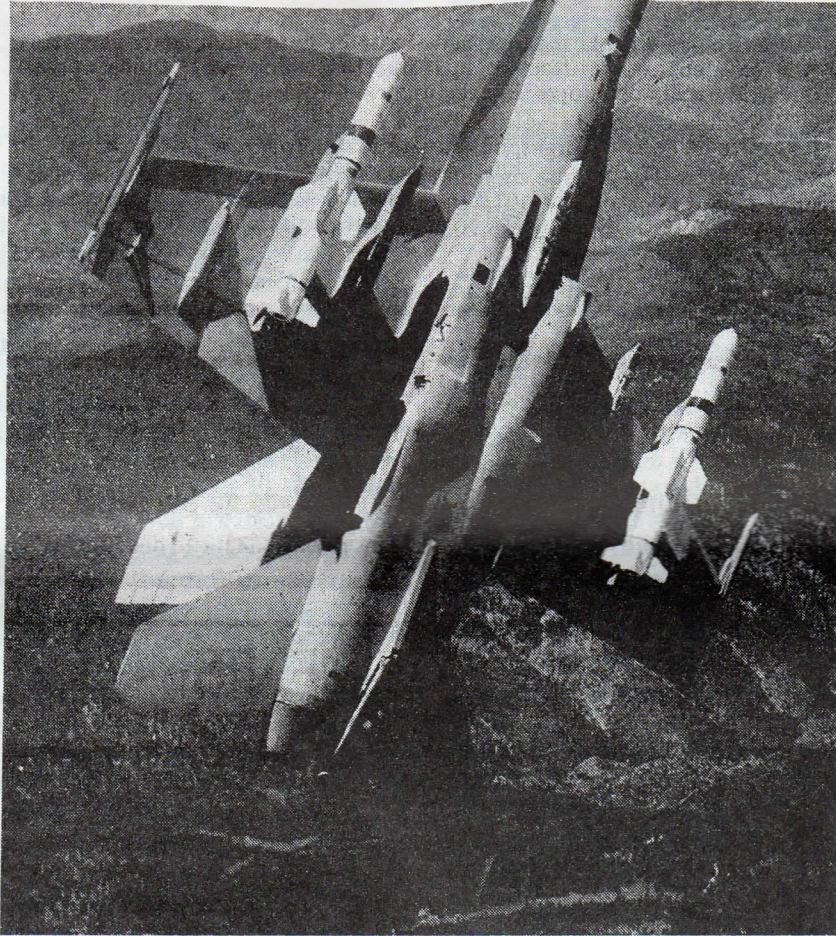
Les vieux renards du PS à la Hubacher savent que leur parti n'a pas le choix, il doit compter sur des jeunes turbulents et imaginatifs s'il veut survivre et faire face aux défis des années à venir (intégration européenne, augmentation du chômage...)

Suivant l'angle à partir duquel on aborde le problème, on peut même penser que l'initiative contre les F/A 18 est l'une des pièces du projet politique que le PS a vis-à-vis de l'armée, ou des dépenses de la Confédération en général. L'initiative est une idée sympathique, pour Yvette Jaggi (PS), *mais qui ne résout rien sur le plan général de l'armée et de la sécurité, contrairement aux propositions socialistes* (le nouveau quotidien 24.5.92).

Car le PS a lui-même lancé ses propres initiatives sur la question militaire. L'initiative «pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix» par exemple qui demande une réduction de moitié des dépenses militaires sur quelques

Le GSsA est enfin sorti de l'enfance et des doux rêves d'utopie

●●● suite de la page 3



années. L'initiative du GSsA va tout-à-fait dans ce sens, il s'agit de dépenser moins pour l'armée, mais plus de la supprimer. A ce propos il est quand même intéressant de signaler qu'il y a cinq personnes qui font partie en même temps du comité d'initiative du PS et de celui du GSsA. Rappelons que les membres des comités d'initiative ont un pouvoir spécial: celui d'être les seuls habilités à retirer le projet.

On pense souvent que par l'initiative, comme par les sondages d'ailleurs, c'est vraiment le peuple qui s'exprime. Ceci n'est pas exact: le

peuple ne fait que répondre à une question qui a été élaborée en dehors de lui. Ceci évidemment quand il s'exprime, car il ne faut pas négliger l'abstention. On sait qu'elle touche les jeunes plus que les vieux, les femmes plus que les hommes, les ouvriers plus que les patrons, les locataires plus que les propriétaires...

Et qui sait ce qui sera fait de l'argent économisé si l'initiative "stop F/A 18" passe. Le GSsA parle d'un emploi pour toutes et tous, de logements bon marché, d'un avenir professionnel pour les jeunes, d'une

école de qualité, de rentes AVS décentes et d'une protection réelle de l'environnement. Ce sont là des promesses électorales que le GSsA n'est absolument pas en mesure de tenir. Il se pourrait bien que ce fric aille plutôt à plus de chars d'assaut, d'hélicoptères militaires, de gardes frontières pour empêcher le passage des réfugiés, ou à de meilleurs salaires pour les conseillers fédéraux... En fait pour qu'un usage "judicieux" soit fait des deniers du contribuable il faudrait voter juste aux élections législatives, voter pour les bons députés ceux du parti socialiste! En fait c'est là un objectif majoritaire actuellement au sein du GSsA.

Lors de son assemblée générale du 14 avril 1991 à Soleure, la majorité du GSsA a pris la décision d'engager le mouvement à participer aux élections nationales en soutenant les candidats qui se déclarent favorables à ses initiatives (passées et à venir) et à refuser tout crédit militaire. Recommandant même aux membres du GSsA de déposer leur propre liste de candidats dans les cantons où ne se présentaient pas de candidats pacifistes. A cette occasion c'est le courant historique social-démocrate du mouvement qui a pris le dessus au grand dam des libertaires et autres "mouvementistes" minoritaires. Ceux-ci sont conscients du but que poursuivent les militants du PS au sein du GSsA: *recupérer des couches d'électeurs (femmes et jeunes en particulier) qui tournent le dos à la politique institutionnelle et s'abstiennent le plus souvent en cas d'élection, même s'ils se prononcent sur certains sujets mis en votation. Objectif: renforcer la représentation "progressiste" dans les parlements, en particulier celle du PSS.* ("Une Suisse sans armée" no 11, automne 91).

Après avoir été mis en minorité à Soleure, les "mouvementistes" souhaitaient déclencher un large débat sur ce problème. Ils en ont été empêchés par l'échéance de la campagne contre le projet Barras. Ce courant qui mise avant tout sur une nouvelle "utopie", une initiative GSsA2 qui en plus de la suppression de l'armée demanderait l'instauration d'un Revenu Social Garanti

●●●

●●●

(RSG), s'est à nouveau fait couper l'herbe sous les pieds dans ses vellétés de discussion, avec le "coup" du F/A 18. Qu'est-ce qu'il est difficile de ramer à contre courant!

Nous avons deux choses à dire à ces militants: d'abord qu'ils se fourvoient en prétendant que le RSG est une revendication révolutionnaire, une panacée qui permettrait à la fois d'offrir un salaire aux femmes au foyer et des permanents payés par l'Etat aux différentes associations contestataires! Non le RSG ce n'est pas *la dictature omniprésente du profit et du rendement qui est battue en brèche*. Au contraire c'est l'acceptation de l'orientation que prennent toutes les sociétés développées qui ont besoin d'un volant toujours plus large de main-d'oeuvre "flexible" pour faire face aux fluctuations du marché; et pour qui les consommateurs sont plus importants que les producteurs. C'est l'acceptation de la société à deux vitesses avec d'un côté les actifs et de l'autre les miséreux à qui l'on offre une aumône. A ce programme, qui est aussi celui des "socialistes" (voir le RMI en France), il faut opposer la revendication d'une diminution radicale du temps de travail pour tous.

D'autre part nous voulons répondre à un argument avancé en coulisse, suivant lequel l'évolution réformiste du GSSa serait due au fait qu'en Suisse allemande surtout (et au Tessin) des libertaires ont abandonné le mouvement. Pré-tendre cela c'est considérer comme une cause ce qui est une conséquence. L'évolution réformiste du GSSa était inévitable. En choisissant la voie institutionnelle de l'initiative, pour spectaculaire qu'elle soit, on glisse fatalement vers l'intégration et la récupération. C'est un phénomène qui commence à être reconnu par les politologues. Ruedi Epple-Gass par exemple considère que *le droit d'initiative exerce un effet de modération sur les buts et le répertoire d'action des nouveaux mouvements sociaux, il renforce la*

centralisation et la bureaucratisation de leurs organisations et il baisse plus généralement leur niveau d'aspiration politique. (...) La conséquence générale est un affaiblissement des mouvements qui se servent de cet instrument. (Annuaire suisse de science politique n°31/1991). Pour cet auteur il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause le droit d'initiative et de référendum comme le souhaitent ceux qui veulent rendre notre Constitution compatible avec les institutions européennes, mais *d'ouvrir de nouveaux champs d'action en dehors de ce terrain*. Nous sommes tout-à-fait de son point de vue. La difficulté c'est que l'utilisation systématique de la démocratie semi-directe fait perdre, en Suisse, toute légitimité aux mouvements qui se battent sur un autre terrain.

La logique actuelle veut que toute mobilisation qui commence à la base se termine par le lancement d'une initiative, d'un référendum ou pour le moins d'une pétition.

Si l'on analyse les cas des deux dernières initiatives qui ont passé la rampe, c'est tout-à-fait typique. L'initiative pour la protection

des marais acceptée le 6 décembre 87 faisait suite à des mobilisations contre la construction d'une place d'arme sur le site de Rothenthurn. Signalons au passage que le Département militaire fédéral ne respecte pas la loi puisqu'il continue à faire des travaux dans des sites marécageux (dans la région de Glaubenberg dans le canton d'Obwald). Quant

au "moratoire nucléaire", obtenu par le biais de l'initiative, il avait déjà été imposé dans les faits par les nombreuses manifestations et occupations sur le terrain à Kaiseraugst.

Au fil des ans, le temps entre de début d'une lutte de base et sa récupération institutionnelle tend à se réduire. L'occupation du site de Neuchlen-Auschwilen n'a pas fait long feu. La réponse a été l'initiative «40 places d'armes, ça suffit» sur laquelle on devrait voter cet automne. Encore une échéance en perspective.

Les mobilisations, l'action directe sur le terrain, constituent une rampe de lancement pour les initiatives et autres actions institutionnelles, l'inverse par contre n'est pas vrai. Suite à l'initiative pour une Suisse sans armée, le GSSa a lancé une campagne pour un refus collectif de servir. Mais celle-ci ne semble pas avoir eu d'incidence, puisque l'objection tend à diminuer. (788 objecteurs ont été condamnés en 84, 534 en 89 et "que" 475 en 91). A notre avis cette situation ne peut que renforcer les "institutionnels" au détriment des "mouvementistes" au sein du GSSa.

Les militants ont la bouche pleine de mots tels que: mobilisation, manifestation, mouvement sociaux, mais la pratique ne suit pas. Nous attendons encore *la grande manifestation nationale à Berne* contre les F/A 18 annoncée ce printemps... ("Une Suisse sans armée", n°13, printemps 92). C'est vrai qu'à la place nous avons eu l'initiative...

Le mouvement est-il dans une impasse? A notre avis oui. L'initiative pour une Suisse sans armée (GSSa1) n'a finalement été qu'un coup de tonnerre dans un ciel serein, une action préventive par rapport à d'éventuels débordements, l'occasion de canaliser une contestation latente et de fatiguer les militants. GSSa2 se sera la même chose, avec un goût de réchauffé en plus. Entre temps il faudra se taper les campagnes pour les votations «40 places d'armes...» et F/A 18 qui ne sont pas gagnées d'avance. Gageons que l'Etat a plus d'un tour dans son sac et qu'il saura épuiser les militants.

Il faudrait pouvoir renverser la vapeur, mais comment? La seule chose que nous voyons, même si ce n'est pas très exaltant, c'est de laisser les sociaux-démocrates et leurs alliés s'embourber dans ces campagnes et faire autre chose. Des mobilisations minimales, par rapport à des objectifs même limités, mais dont les acteurs maîtrisent les tenants et les aboutissants sont toujours préférables à l'engagement dans les campagnes nationales autour des initiatives. Il faut une fois devenir adulte et cesser de croire aux miracles. ■

L'évolution
réformiste
du GSSa
était
inévitabile

AUSTÉRITÉ

Une défaite annoncée

Errico Bonnetête

Le pessimisme que nous affichions avant la journée vaudoise *de grève et d'action interprofessionnelle* du 13 février dernier c'est avéré justifié (voir l'Affranchi février-mars 92). Le nombre des grévistes fut minime, celui des adeptes de la *pose prolongée* ou du port du badge pas beaucoup plus important. Et puis il y a eu ceux qui, suivant le mot d'ordre de dernière minute du parti socialiste, se sont contentés de la manif en soirée. Un pétard mouillé. De plus, le dit parti "socialiste" a émis des doutes quant à la légalité du droit de grève des fonctionnaires!!! On croit rêver... Depuis plus rien, le comité ronronne. Il a organisé deux conférences avec des "spécialistes" (dont un député du PS) sur le thème de l'austérité. Nous n'en dirons rien, nous ne nous sommes pas déplacés; nous ne pensons pas être les seuls.

Ayant pris conscience de leur incapacité à défendre les travailleurs, les membres du comité travaillent maintenant à un nouveau projet: la défense des chômeurs. Et comment pensent-ils les défendre? En assurant *une bonne coordination entre le travail parlementaire-institutionnel et la mobilisation dans la rue... On innove: la démarche parlementaire-institutionnelle doit être au service de l'action (et non le contraire).*

Ce qui c'est passé dans le Canton de Genève est un peu plus instructif

Décidément il ne fait pas bon être chômeur dans ce pays!

Ce qui c'est passé dans le canton de

Genève, où les restrictions budgétaires affectent aussi les travailleurs du secteur public, est un peu plus instructif. Un premier débrayage de quelques 10'000 fonctionnaires a eu lieu le 19 février, le 11 mars, ce sont quelques 13'000 fonctionnaires qui ont fait grève. La manifestation de rue a réuni 8'000 personnes. Après ces démonstrations, le cartel intersyndical de la fonction publique a signé, avec le gouvernement genevois, un compromis "honorabile" qui prévoit une diminution (!) de 1,35% des salaires pendant deux ans et demi et une réduction des effectifs du personnel de 2%. Diantre, ce n'est pas l'Allemagne! Et comme l'annonçait la presse il ne devrait plus avoir de grève des fonctionnaires à Genève jusqu'à fin 1994. La paix sociale n'a pas de prix à déclaré le vice-président du gouvernement Christian Grobet, au terme des négociations...

Et il y a des "syndicalistes" qui trouvent que l'on est allé trop loin à Genève. C'est le cas du comité directeur de la Fédération suisse des cheminots qui a refusé de soutenir et d'indemniser les grévistes des Transports publics genevois. Ceci alors que leur participation au mouvement a été décidée démocratiquement en assemblée, et qu'une bonne partie des cotisations des syndiqués va à la Fédération suisse; plus pour longtemps peut-être...

Comment on est on arrivé là? Peut-on considérer une baisse des salaires et des effectifs comme autre chose qu'une défaite? Certes le Conseil d'Etat voulait faire plafonner l'indexation à 3% pour 1992 et à 2% pour 1993 et ceci quelque



soit le taux d'inflation, ce qui aurait dû être évité, si le compromis n'avait pas

Pourquoi ne pas avoir engagé une bataille frontale ?

été remis en cause par un référendum. D'entrée de négociation le cartel syndical a accepté le principe d'une diminution des salaires, concédant 1% puis 1,25% de baisse, pour accepter finalement 1,35%. Pourquoi les dirigeants syndicaux genevois étaient-ils disposés à entrer en matière sur les réductions budgétaires? Pourquoi ne pas avoir engagé une bataille frontale,



une grève illimitée, dans le but de conserver au moins les acquis? Celle-ci aurait sans doute été possible vu l'ampleur de la mobilisation et le fait qu'après la signature de l'accord des travailleurs ont exprimé leur mécontentement. Selon nous, ce qui c'est passé est dû à la nature profondément politicienne des syndicats, à leurs liens avec le PS. Ce parti a décidé de soutenir la grève à partir du moment où le cartel syndical est entré en matière sur une baisse

réelle des salaires, ce qui avait cessé d'être contradictoire avec la proposition budgétaire du PS de faire des économies sur la masse salariale. L'autre raison est que les dirigeants syndicaux tentent d'obtenir une de leurs vieilles revendications en échange de leurs concessions: la cogestion.

L'austérité est un excellent tremplin pour obtenir enfin les structures de concertation que les "syndicalistes" appellent de leurs vœux. Un exemple: pour dégraisser (sic!) l'Hôpital cantonal de Genève, le responsable de la Santé publique, Guy-Olivier Segond, a décidé de (...) jouer à fond la carte de la concertation. (...) pour désamorcer les oppositions, il a donné la direction du «commando d'économies» à un syndicaliste de la métallurgie, Jean-Pierre Thorel (...). Tous les employés de l'Hôpital cantonal, du nettoyeur au médecin-chef, auront l'occasion d'émettre leurs propositions: expliquer comment l'efficacité (...) peut être améliorée, où effectuer des coupes et créer des recettes. (...) «pas des généraux mais

Ce syndicalisme - là n'est pas notre tasse de thé

des capitaines» dans le petit groupe chargé de mener l'opération: (...) quatre personnes représentent l'Hôpital; quatre autres sont déléguées par les syndicats... (le nouveau quotidien 27.5.92).

Donc, quand il s'agit de faire des économies et de se serrer la ceinture on invite les travailleurs à faire preuve d'initiative. L'austérité est alors l'occasion pour quelques "syndicalistes", aspirants bureaucrates de seconde zone, de participer à la gestion des Affaires publiques. Avec de la chance cette expérience peut leur permettre une ascension sociale. Ce n'est pas négligeable au moment où les autres s'enfoncent.

Qu'on nous comprenne bien ce syndicalisme-là n'est pas notre tasse de thé. Ici comme ailleurs, les grèves d'un jour ne sont pas efficaces. Elles sont tout au plus un plus un baromètre qui permet de mesurer le rapport de force. Et grâce à ces mouvements, les bureaucrates peuvent se justifier, ils évitent ainsi qu'on leur reproche de ne rien faire.

Toute la question est de savoir comment un autre syndicalisme, pourrait se développer. Durant la grève à Genève, les travailleurs ont fait l'expérience de leur force, de leur nombre. Il est possible que beaucoup d'entre-eux soient frustrés par la tournure qu'ont pris les événements. Certains se révolteront peut-être spontanément, dans leur boîte, à l'occasion d'une injustice... mais pour pouvoir construire un véritable rapport de force, il faudra bien créer des réseaux de solidarité, un autre syndicat..

Peut-être aussi que pour oser prétendre que les travailleurs n'ont pas à payer la crise du système capitaliste, il est nécessaire d'avoir en tête un autre projet de société. Et ça les "représentants" des travailleurs l'ont abandonné depuis belle lurette. ■

SEMAINE ANTIFASCISTE

Du 2 au 8 novembre 1992 aura lieu en Suisse romande une semaine anarchiste antifasciste qui regroupera diverses manifestations telles que débats, concerts, théâtre, danse, expositions etc...

A Lausanne des libertaires de différents sensibilités se sont déjà réunis, à plusieurs reprises, pour préparer ce projet. Pour s'informer et/ou participer écrire à

**A A A case postale 38
1000 Lausanne 9**

Entretien avec un compagnon de la CNT française

NOUS avons organisé deux discussions publiques, à Lausanne et à Genève, avec un militant de la CNT-AIT française, sur le thème "quel avenir pour les syndicats en France?" Depuis des années, la crise économique s'est installée dans ce pays, des secteurs entiers: mines, sidérurgie, etc., ont payé très cher leurs "restructurations"; des régions entières se sont "désertifiées"... sans qu'il y ait eu de riposte des syndicats. Le taux de syndicalisation est actuellement le plus bas des pays "développés", il est inférieur à 10%. Pourtant dans ce contexte social difficile, dans ces moments où le militantisme en général est en net recul, la CNT fait partie de ces rares exceptions, de ces rares organisations qui se développent.

Longtemps ignorée par une bonne partie du mouvement libertaire français, la CNT a pourtant joué un rôle important dans un certain nombre de grèves dans lesquelles elle a mis pratique l'autogestion des luttes (assemblées générales, délégués révocables, action directe). La plus connue de ces grèves est sans doute celle, victorieuse, des nettoyeurs du métro parisien en 1989 (l'entreprise COMATEC, où travaillent 1'200 personnes, des travailleurs immigrés pour la plupart). Dans cette lutte la CNT a joué un rôle déterminant tant au travers de l'action de ses adhérents au sein de l'entreprise que par le soutien apporté par tous ses syndicats de la région parisienne.

Le développement d'une organisation anarcho-syndicaliste, d'un syndicat révolutionnaire, dans le contexte actuel, ne se fait pas sans réflexions, sans polémiques. Nous avons profité de la présence de ce copain (militant de la CNT depuis 1973) pour lui poser des questions sur le revers de la médaille, sur les difficultés rencontrées, les contradictions, les problèmes. Ceci parce que nous refusons d'être des marchands d'illusions. Pas plus en France qu'ailleurs les anarcho-syndicalistes n'ont inventé la pierre philosophale; ils construisent leur avenir, jour après jour, dans leurs luttes, leurs organisations, en s'appuyant sur leurs expériences et sur celles du mouvement social en général.

Question : dans ton exposé tu as parlé de la crise des syndicats en France, peux-tu préciser pour nos lecteurs quelle est son origine?

Réponse : je crois qu'il y a deux aspects essentiels. L'un qui touche à l'évolution des nouvelles génération vis-à-vis du modèle syndical dominant incarné par la CGT. L'autre qui touche à l'absence de riposte efficace du syndicalisme face à la crise.

Pour comprendre la crise actuelle du syndicalisme en France, il faut partir des événements de mai 68. C'est à partir de cette période que la CGT a commencé à perdre son caractère hégémonique: c'est le modèle de cette centrale dominée par le Parti communiste français qui a été remis en cause en premier: en quelque sorte l'amorce d'une révolution culturelle dans le mouvement ouvrier. Je crois qu'une frange importante de la jeunesse ouvrière n'a pas compris la défiance de la CGT vis-à-vis du mouvement étudiant et ces jeunes se sont sentis floués lors de la reprise du travail où la CGT a joué un rôle castrateur. Ils attendaient autre chose de ce mouvement.

Paradoxalement, ce sont les chrétiens progressistes qui sauront le mieux tirer profit de la situation. Il faut certainement relever le flair de ce courant qui, dès 1964, a senti les changements de la société française et a su, du moins officiellement,

déconfessionnaliser son syndicat à temps. La CFDT va ainsi développer le thème en vogue de l'autogestion; quelques années plus tard son secrétaire Edmond Maire, ira jusqu'à déclarer la CFDT anarcho-syndicaliste; ça ne durera pas longtemps. Dès 76-77, la CFDT opère un virage à 180 degrés sous l'influence de la montée du Parti socialiste, pour en arriver à une position de partenariat avec le patronat et l'Etat, sans succès évident.

Parallèlement il faut voir l'évolution du contexte politique et économique. Les espoirs de 68 se reporteront peu à peu sur un désir profond de changement politique... la droite est au pouvoir depuis 1958! Les syndicats se mettront à la remorque de la stratégie de prise du pouvoir du Parti socialiste, qui fait une ascension rapide depuis sa création en 72, allié aux communistes. Cet attentisme explique l'absence de riposte sociale à la hauteur des enjeux dans les premiers temps de la crise: les sidérurgistes et bien d'autres en feront les frais. C'est là que se trouve une des causes essentielles de la crise du syndicalisme; pour avancer il doit montrer son efficacité. Il faut aussi comprendre que les

travailleurs sont passés de multiples illusions en désillusions; même si on pouvait contester la réalité de son contenu, l'espoir placé dans la CFDT par une frange importante des travailleurs a suscité ensuite pas mal l'écoeurement quand est venu le temps du "recentrage". Et puis il y a eu l'après 81... Les travailleurs ont encore aujourd'hui beaucoup de mal à se remettre de ce mirage! Tant de promesses non tenues et d'espoirs déçus...

Q : peux-tu situer la CNT et le mouvement libertaire dans ce contexte?

R : en 1968 le mouvement libertaire organisé est très réduit; c'est d'ailleurs ce qui explique sa grande difficulté à émerger. Les drapeaux noirs sont dans la rue, les idées libertaires re-

fleurissent, mais ça ne suffit pas. Pour sa part la CNT voit affluer un peu partout des jeunes, aussi bien étudiants qu'ouvriers. Mais en l'absence de structures d'accueil et de militants rodés, ce sera un feu de paille. Il faut également dire que le mouvement libertaire français avait une tradition plutôt favorable à une action au sein des syndicats réformistes. La génération de la Libération a incliné pour Force Ouvrière (FO) en 1947, abandonnant une CNT pourtant

**Les
travailleurs
sont passés de
multiples
illusions en
désillusions**

prometteuse. La génération libertaire de 68 a été entraînée par la CFDT.

Q : à partir de quand et comment la CNT s'est-elle relancée?

R : en 1972 la CNT avait vraiment touché le fond. C'est en fait une nouvelle génération de militants, pour la plupart très jeunes, qui va prendre l'initiative. Dès 1976, tout un travail va être réalisé au niveau de la propagande. Les pages françaises de l'hebdomadaire "Espoir" (journal bilingue rédigé conjointement par la CNT espagnole en exil et par la CNT française) sont nettement améliorées. Il est difficile d'imaginer le boulot que ça pouvait représenter pour des effectifs militants très réduits! Il y a également une volonté de se réapproprié l'histoire du mouvement ouvrier français; on s'intéresse aux Bourses du Travail et à la CGT du début du siècle; des brochures de syndicalistes de l'époque comme Pouget ou Pelloutier sont rééditées, et d'autres d'actualité évidemment, bref, il y a tout un travail de formation, de divulgation, de constitution de bibliothèques...

Parallèlement il y a une volonté de s'attaquer directement aux problèmes sociaux dans les quelques villes où l'on est présents. Cela il faut le souligner, car à l'époque particulièrement, cette réalité avait tendance à être niée au sein du mouvement libertaire.

Q : tu peux préciser cet aspect du développement de la CNT?

R : c'est tout simple... enfin, façon de parler. Dès qu'il y a un copain dans une boîte, on essaie d'intervenir et de créer une section syndicale. Par exemple, dans une entreprise du bâtiment, à l'initiative d'un seul copain au départ, les ouvriers ont fait une grève de quinze jours. S'inspirant des IWW américains (Industrial Workers of the World - Travailleurs industriels du monde) ils ont affiché leurs revendications sur la porte du patron, ils ont mis une banderole en travers de la rue et ont attendu que ce soit le patron qui vienne les trouver. Avec cette grève ils ont obtenu l'égalité des salaires... tout le monde payé à la qualification la plus élevée, le treizième mois, des avantages pour les apprentis n'existant pas dans la convention collective... et le paiement de la moitié des jours de grève! Par la suite, quand ils ont eu d'autres revendications, il leur suffisait de faire deux jours de grève pour que le patron vienne négocier avec eux... et il leur payait les journées. En rigolant les copains disaient: "c'est difficile de revendiquer les 35 heures, ont les a

déjà..." A ce moment-là les ouvriers du bâtiment faisaient en moyenne 45 heures hebdomadaires.

Dans une autre entreprise du bâtiment, la plus importante de Bordeaux, lors d'un conflit, au grand dam de la CGT, la CNT obtient que les délégués soient élus en assemblées générales et qu'ils soient reçus par le patron avec un délégué de chaque section syndicale, CNT, CGT, CFDT. La plupart des délégués issus de l'assemblée générale étaient d'ailleurs des copains de la CNT. Quand plus tard les autres syndicats ont voulu organiser des élections au Comité d'entreprise, la CNT a appelé au boycott: il y a eu 75% d'abstentions et 100% là où la CNT était la plus présente! Discréditée au cours du conflit, finalement la CGT n'avait même pas osé se présenter.

Voilà, c'est comme ça que ça se passait. Il y a eu des luttes dans d'autres villes où c'est la CNT qui a pris l'initiative comme dans l'hôtellerie à Toulouse, les transports à Arles ou chez les maîtres d'internats dans les lycées au Havre.

Q : comment arrivez-vous concrètement à organiser et à soutenir des actions de cette envergure?

R : en fait notre problème a toujours été dans la difficulté à consolider notre implantation et à parvenir à une dynamique réelle de développement dans chaque secteur concerné. C'est un problème qui a été soulevé par l'Union locale de Bordeaux dès 1985, car c'était l'endroit où avaient eu lieu le plus d'expériences syndicales. Malheureusement d'ailleurs, on n'a pas su se faire entendre au sein même de la CNT sur ce problème.

Pour être plus précis, je dirais que lorsqu'il y a une lutte dans une entreprise, les militants de l'union locale se mobilisent pour organiser la solidarité à tous les niveaux où le besoin s'en fait sentir; dans des cinémas où nous appelions au boycott, il s'agissait d'aider les salariés à bloquer l'entrée de trois salles; dans une clinique où une grève a duré plus d'un mois, et où la CNT était le seul syndicat, vous imaginez également la mobilisation que ça peut représenter pour une petite organisation: organisation de collectes de solidarité dans

les entreprises et de fêtes de soutien chaque semaine; grâce à cela et à la solidarité de l'ensemble de la CNT et de quelques groupes libertaires, la quarantaine de grévistes a pu avoir un demi-salaire, sans compter tous les repas pris sur le lieu même puisque l'on campait à l'intérieur de la clinique. Plus récemment c'est à ce genre de problèmes

qu'ont été confrontés les copains parisiens dans le conflit des nettoyeurs du métro.

Evidemment, le problème n'est pas de se plaindre quand la CNT s'implique ainsi dans les conflits sociaux; le problème c'est qu'il arrive forcément un point de saturation quand tout cela repose sur un noyau de militants trop réduits, surtout quand plusieurs luttes ont lieu en même temps, et c'est arrivé!

Q : ce que tu nous décris là, c'est un peu une impasse, non?

R : tout juste. Maintenant il ne s'agit pas d'éluider le problème comme on a d'ailleurs tendance à le faire. Si on veut vraiment faire une CNT avec toute sa signification et non pas quelque chose qui y ressemble mais vidé de son contenu, il faut utiliser notre expérience avec un regard plus critique. Sinon c'est se condamner, tôt ou tard, à être absorbé à la première recomposition syndicale venue, la énième je devrais dire.

Dans notre expérience, il y a des choses très positives. Par exemple on constate que les travailleurs expriment couramment leur radicalité quand elle est valorisée au lieu d'être canalisée comme cela se passe le plus souvent, et ils apprécient de se retrouver dans un syndicat où on leur rend la parole. C'est rassurant mais ça ne suffit pas pour s'implanter durablement. S'il n'y avait pas de problème de rapport de force, on pourrait dire qu'il suffit de prendre le temps pour qu'ait réellement lieu la rencontre entre nos idées et les gens. La réalité c'est que cela se passe différemment. Dans les entreprises du privé en particulier le problème de la construction du rapport de force est bien souvent une nécessité vitale dès qu'une section syndicale se crée dans l'entreprise. Cela veut dire que le ou les militants sont obligés d'avoir avec eux, dès le départ, au moins le soutien des travailleurs. Si une section est trop minoritaire, il y a toujours un risque de répression, et ce n'est pas parce qu'elle aura

**Il faut
utiliser notre
expérience
avec un
regard plus
critique**

● ● ● suite de la page 9

beaucoup de "martyrs" mais au contraire parce qu'elle montrera sa capacité à gagner dans la lutte sociale que la CNT pourra se développer. D'un autre côté, favoriser des adhésions qui ne correspondent pas réellement à une démarche active et consciente, c'est arriver au même résultat avec l'inconvénient supplémentaire d'engloutir toute l'énergie militante dans l'aide à apporter à des sections qui ne sont pas vraiment autonomes... Et au bout du compte, je ne vois pas comment le syndicat pourra s'étendre dans un secteur déterminé, ce qui représente non seulement un objectif mais une nécessité... cet aspect serait trop long à développer ici... Je ne vois donc pas comment ou pourrait s'étendre si l'action menée à la base ne dégage pas de nouvelles énergies militantes mais au contraire pompe toute l'énergie militante d'une Union locale.

Certains sont tenté de résoudre le problème par la participation de la CNT aux élections de représentativité. C'est évident que cela ne résout pas le problème du rapport de force; par contre ça ne peut que parasiter le message que veut faire passer la CNT et dénaturer sa démarche, sans compter qu'en focalisant le débat sur ce sujet on ne traite pas le fond du problème.

Q : comment vois-tu la solution au problème?

R : tout d'abord, on ne peut pas évacuer le fait que la CNT demeure une très petite organisation. Là où nous sommes présents, nous sommes encore loin d'avoir forgé un milieu militant en mesure d'assurer pleinement une stratégie essentiellement axée sur la création de sections d'entreprise. Quant à notre implantation géographique, elle demeure faible malgré un certain développement. Tout cela signifie qu'on a encore beaucoup d'énergie à consacrer dans ces directions. C'est à mon sens vital, or je ne crois pas qu'on puisse prétendre tout faire à la fois. La CNT est loin de regrouper toutes les potentialités existantes qui peuvent se retrouver dans ses idées. Je crois qu'aujourd'hui il y a un énorme travail de propagande et de réflexion à réaliser, que l'on aurait tort de sous-estimer. Il faut ensuite dégager des axes et lieux d'intervention. Dans la Fonction Publique par exemple, où la CNT s'est développée ces dernières années, on peut profiter de la situation pour être présents: nous y avons des droits reconnus et surtout la question du rapport de force se pose avec beaucoup moins d'acuité que dans le privé;

il faut donc en profiter. Mais attention, il ne s'agit pas de se retrouver avec des situations où un ou deux militants traînent une section syndicale composée de gens suivistes ou passifs. A quoi cela servirait? Il y a ensuite tout un travail à réaliser dans les milieux de la jeunesse, notamment chez les étudiants.

Enfin je pense qu'il faut contourner le problème de l'implantation dans les entreprises du privé par une propagande et une action dans les banlieues populaires, avec des actions tendant à faire renaître un esprit de solidarité: là on peut toucher tout le monde. Il me paraît important que tout cela repose sur une organisation interprofessionnelle au niveau local.

Q : tu avais l'air de craindre que la CNT soit absorbée par une recomposition syndicale... Qu'en est-il?

R : face aux difficultés que nous rencontrons, des militants peuvent être tentés de compenser nos faiblesses par des faux-fuyants. J'ai déjà évoqué la question des élections syndicales qui ne fait que déplacer le problème; il y a aussi celle de la recomposition syndicale. En fait de recomposition, il s'agit plutôt des effets de la décomposition du mouvement syndical lui-même. Le système profite de la crise du syndicalisme pour tenter d'imposer un modèle de syndicalisme très collaborationniste qui admet la loi du marché, le capitalisme en somme. On trouve là la CFDT, la Fédération de l'Education Nationale (FEN)...

De l'autre côté un pôle syndicaliste dit de classe et de masse qui refuserait cette collaboration, tournant essentiellement autour de la CGT; dans la pratique il en va tout autrement, pour diverses raisons qui seraient trop longues à développer ici. Enfin, ces dernières années se sont créés quelques petits syndicats corporatifs, comme dans les PTT ou la Santé, localisés essentiellement à Paris et dont l'influence n'est pas prépondérante dans le mouvement social. Ils sont souvent qualifiés "d'alternatifs" car généralement issus d'exclusions au sein de la CFDT; ils sont influencés en fait par des éléments trotskystes et ne cherchent pas autre chose qu'un syndicalisme plus démocratique où certains puissent exercer leur influence politique habituelle. Je pense que tous ces syndicats sont appelés, à brève échéance, à intégrer la CGT car ils sont finalement sur les mêmes bases. La seule chance du Parti communiste, pour se maintenir, est de conserver une force au travers de la CGT.

Pour que la CGT survive il faudra qu'elle montre un vernis démocratique. Orthodoxes ou rénovateurs communistes devront donc accepter de partager cette influence avec l'extrême-gauche qui n'attend que ça.

A différentes périodes de l'Histoire, les militants libertaires, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires ont été attirés par ce genre de recomposition. Ils les ont toujours subies, au même titre que les travailleurs, car le résultat de ces regroupements n'a jamais rien eu à voir avec notre conception du syndicalisme.



La CNT se trouvera forcément à nouveau confrontée à ce genre de phénomène. A nous de faire en sorte que l'apparente efficacité ne l'emporte pas, une fois de plus, sur la construction du syndicalisme authentique que nous avons entreprise ces dernières années.

Aujourd'hui la CNT n'est pas moins efficace que les autres syndicats pour la bonne raison que le syndicalisme prouve quotidiennement son inefficacité totale face aux méfaits toujours plus grands du système. La seule question est de savoir si les travailleurs, la jeunesse, dont une partie importante se trouve marginalisée dans des banlieues ghetto et par la précarité, se donneront les moyens de faire autre chose. C'est vers eux et non vers les politiciens, petits ou gros qui engloutissent le mouvement syndical, que nous devons aller. Il ne s'agit donc pas de s'enfermer sur nous-mêmes

● ● ●

...
 mais d'être au contraire ouverts au mouvement social et à tous ceux qui ne comptent pas marchander des principes de base tels que l'action directe, le refus des délégués et autres bureaucrates permanents, la solidarité active... Cela passe par une lutte réelle des travailleurs avec les chômeurs pour un abaissement massif du temps de travail par exemple.

De toute façon la CNT actuelle se maintiendra quelles que soient les circonstances car la large majorité de ses membres y ont adhéré sur ces bases.

Q : on sort juste du Congrès de l'AIT, comment vois-tu son évolution?

R : je pense que l'AIT évolue mais qu'elle est confrontée à des problèmes identiques qu'elle doit résoudre. Elle doit rester ouverte mais sans brader son identité. Il y a aussi des questions de méthodologie: je pense qu'on a parfois, là aussi, tendance à vouloir créer de manière trop volontariste des structures, comme par exemple des Fédérations d'Industrie; on va au delà de ce que nos réalités et nos moyens permettent; ça se fait au détriment de l'essentiel. Nos énergies devraient à mon sens aller en toute priorité dans la propagande et la solidarité. Le reste viendra logiquement plus tard quand les forces le permettront.

Q : et pour conclure?

R : il ne faut pas illusionner les gens, pas plus qu'on ne doit s'illusionner nous-mêmes. Il faudra encore beaucoup de temps pour que naisse un mouvement capable de mettre sérieusement en cause le système actuel. Malgré tout, la situation actuelle devrait nous permettre d'avancer: d'un côté la fin de l'hégémonie du communisme autoritaire... communiste entre guillemets... de l'autre une société capitaliste toujours plus injuste et destructrice. Plus que jamais les idées libertaires sont d'actualité, de même que les méthodes d'action préconisées par l'anarcho-syndicalisme. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de gommer nos idées, de les brader ou d'aller vers des alliances avec des mouvements qui poursuivent d'autres buts, tout ça en s'imaginant qu'on sera ainsi plus nombreux. Il faut au contraire que nous développiions des adhésions actives et conscientes. ■

Des militants de partis politiques entrent au secrétariat de la CGT catalane

Depuis quelques années déjà nous nous efforçons de révéler les dérives réformistes et politiciennes de certaines organisations prétendues libertaires, tout particulièrement celles de la CGT espagnole (scission de la CNT). Le dernier congrès de la CGT catalane confirme et même dépasse nos hypothèses les plus folles.

Ci-dessous la traduction d'un article signé Antoni López paru dans "El Observador" du 25 mai 92 qui relate ce congrès. A lire aussi entre les lignes.

Des militants de partis politiques se sont incorporés hier, pour la première fois, aux organes dirigeants de la Confédération Générale des Travailleurs (CGT) de Catalogne. Lors de son quatrième congrès célébré cette fin de semaine à Lleida, le syndicat n'a pas renoncé aux "principes de base de l'anarcho-syndicalisme" bien qu'il ait subi une notable transformation.

Emili Cortavitarte, seul candidat, a été réélu secrétaire général de la CGT catalane par 74 voix contre 15 et 6 abstentions (...).

Malgré les nombreuses tensions et divergences qui ont surgi durant le congrès, la CGT a modéré son message et s'est dotée de statuts propres, indépendants de la fédération nationale.

A la différence de la fédération nationale, la CGT catalane permet depuis hier l'incorporation de militants de partis politiques au sein de son secrétariat permanent.

Selon Cortavitarte, la modération du "régime d'incompatibilité" du syndicat obéit à la nécessité de "s'adapter aux circonstances" et ne signifie pas renoncer à l'anarcho-syndicalisme.

Les congressistes ont débattu de la contradiction qui existe entre le pacifisme que prêche la CGT et les postulats de lutte de classes et d'émancipation de la classe ouvrière. Ainsi, l'organisation a décidé d'abandonner "toute idée traditionnelle qui justifie la violence comme moyen de transformation sociale".

La plupart des divergences qui sont apparues dans le congrès ont tourné autour de la question nationale, de ses aspects sociaux, culturels et linguistiques. Après un affrontement entre "rénovateurs" et partisans des principes exprimés lors du congrès de 1985, l'organisation a décidé d'abandonner la discussion.

Se situant dans le secteur "rénovateur", Cortavitarte a déclaré que l'émergence des nationalismes en Europe et l'épuisement du Statut (qui régit l'autonomie de la Catalogne ndt) méritent que l'on "approfondisse les thèmes du droit à l'autodétermination et des liens de la CGT à la nation catalane".

Cortavitarte a démenti l'éventuelle participation de cette centrale à un projet de coordination syndicale en Catalogne, bien qu'il admette avoir reçu des offres d'autres organisations. Il a ajouté que la CGT "ne maintient pas de bonnes relations formelles avec la Gauche Républicaine Catalane (ERC). Même s'ils savent que les secteurs indépendantistes les regardent d'un bon oeil, il serait absurde qu'ils se convertissent en l'appendice de ERC. (...)

DU 17 au 19 avril dernier s'est déroulé à Cologne le XIX^e congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT). Comme le signalait la presse locale, c'est la seconde fois qu'un congrès de l'AIT avait lieu en Allemagne. En effet, l'AIT fut fondée il y a 70 ans, en 1922 à Berlin, par des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires.

Cette même presse signalait que nous nous revendiquons d'un "autre socialisme" et que la chute des régimes dictatoriaux du bloc de l'Est laissait ouvert pour nous "le chemin vers un véritable socialisme" (Kölner Stadtanzeiger 18.04.92). Rappelant notre projet révolutionnaire, cette même presse semblait rassurée du fait que nous soyons minoritaires au sein du mouvement ouvrier.

Minoritaires... c'est vrai, mais qui peut aujourd'hui prétendre ne pas l'être? Pour nous ce congrès a constitué un événement politique important. Plus encore qu'au congrès de Bordeaux en 1988, la présence massive des jeunes au sein des différentes délégations, témoignait de la vitalité d'un mouvement que d'aucun traitent encore parfois de "testimonial".

Le congrès, comme cela se fait chez les anarcho-syndicalistes, était préparé à l'avance par des rapports d'activité de toutes les sections ainsi que des propositions d'activités communes sur lesquelles il fallait prendre des décisions. Nous n'allons pas parler, dans cet article, de toutes les décisions qui ont été prises. Cela nous serait d'ailleurs bien impossible vu l'ampleur et la complexité des thèmes abordés. Nous y reviendrons peut-être dans un prochain numéro de l'Affranchi, quand les accords seront publiés et ratifiés. Le lecteur ne trouvera donc ici que quelques bribes de débat, retrouvées dans les notes que nous avons prises.

A L'EST DU NOUVEAU

Pour commencer il faut souligner que si un vent nouveaux a soufflé sur cette rencontre, nous le devons en bonne partie aux représentants de l'ancien bloc de l'Est, nos fidèles compagnons de la CNT Bulgare en exil, impatients de passer la main au mouvement qui se reconstitue dans ce pays, ainsi qu'aux groupes invités de l'ex-URSS et de Mongolie qui souhaitent avoir, à l'avenir, des relations suivies avec l'AIT.

Nous avons trouvé particulièrement intéressants et enrichissants les sujets abordés par le représentant de l'organisation ILA. Il s'agit d'une organisation syndicale internationale ayant des groupes dans de nombreuses localités de Russie, d'Ukraine et de Lituanie. Cette organisation fait un travail à la fois syndical et culturel, elle a mené une importante campagne sur le thème de la prévention des maladies professionnelles. Confrontés à la situation effroyable de l'ex-URSS, ses membres qui travaillent dans des entreprises privées ou d'Etat, se

Cologne

XIX^e Congrès de l'Association



Une partie des délégué(e)s

trouvent confrontés à une montée fulgurante et inimaginable du chômage. Le compagnon de ILA nous disait que, dans certains endroits, seul un travailleur sur quinze a encore un emploi. De là un projet, qui n'a pas manqué de créer l'étonnement parmi les délégations présente: celui de constituer des coopératives. Une discussion nourrie a eu lieu sur ce thème, car pour les anarcho-syndicalistes du monde occidental les coopératives, même si elles sont nées d'une volonté de certains travailleurs de résister au capitalisme, s'intègrent rapidement à ce système et deviennent des entreprises comme les autres. A cela le représentant de ILA répondait qu'il faut bien que les gens travaillent et que les anarcho-syndicalistes doivent trouver des solutions à ce problème. Face au développement du capitalisme sauvage, ce compagnon

avril 1992

Internationale des Travailleurs



donnait le sentiment qu'une révolution est en gestation dans les Etats de l'ex.-URSS et que, pour cela, des expériences d'autogestion du type coopératives sont un premier pas. Difficile de trancher. De toutes manières des échanges d'expériences plus intenses doivent se faire afin de nous permettre de mieux comprendre la réalité qui est la leur et pour qu'ils comprennent aussi les expériences qui sont les nôtres. Sur ce thème le congrès a pris la décision d'aider, tant financièrement qu'intellectuellement, les organisations qui se revendiquent de l'anarcho-syndicalisme dans l'ex.-URSS et d'appuyer les prisonniers libertaires de ces pays (il y en aurait trois actuellement).

Le témoignage du représentant de la Fédération anarchiste révolutionnaire de l'ex.-URSS nous a aussi

apporté des lumières sur la situation. Ce copain relevait que certains secteurs ouvriers sont actuellement contre la grève, les mineurs par exemple, car ils gagnent plus que les professeurs. Leur syndicat est parfois combatif, mais moins qu'autrefois vus ses acquis. Tous ceux qui ne travaillent pas dans le secteur productif sont défavorisés, car pour le gouvernement tant que le secteur productif n'est pas en grève tout va bien. De nouveaux syndicats libres se constituent. Les anciens syndicats "socialistes" sont aujourd'hui des syndicats "sociaux", pour la paix sociale. La privatisation n'est pas encore véritablement réalisée, mais tant les libertaires que les syndicalistes libres doivent s'y préparer.

Il nous a aussi signalé les difficultés qu'il y a à faire du syndicalisme dans une ville comme Moscou, où il n'y a pas d'organisation anarcho-syndicaliste, ni même de syndicats libres. Avec la constitution des différents Etats indépendants, la majorité des travailleurs de Moscou sont aujourd'hui devenus des travailleurs étrangers qui ne s'organisent pas car ils risquent de se faire expulser!

Ce copain nous a aussi donné quelques éclaircissements sur la KAS (confédération anarcho-syndicaliste) et sur les différents groupes libertaires existant dans l'ex.-URSS. A un moment donné la KAS a réuni une grande partie des anarchistes d'URSS. Mais très rapidement de nombreuses personnes ont quitté la KAS à cause de sa collaboration avec le gouvernement. Il existe de nombreux autres groupes libertaires ou anarchistes. Rien qu'à Moscou il y en a huit ou neuf. Mais généralement leur niveau théorique est très bas, il existe également des "anarcho-capitalistes".

A L'OUEST AUSSI

D'un certain point de vue, les problèmes que connaissent les travailleurs de d'ancien bloc de l'Est ne sont pas très différents de ceux que l'on rencontre en Amérique Latine. Le niveau du salaire minimum, autour de 50\$ par mois au Brésil, moins encore en Bolivie, peut être comparé plus facilement avec ce qu'on connaît dans l'ex.-URSS qu'avec l'Allemagne ou la Suisse. C'est ce qu'ont relevé nos copains de la COB brésilienne et de la FORA argentine. Le représentant du Groupe de Travail Syndical de la COB bolivienne, a relevé quant à lui que le néo-libéralisme a entraîné, dans son pays, un phénomène de déstructuration de l'appareil productif (fermeture des mines, etc.) qui n'est pas très différent de ce qui se passe dans les pays de l'Est. Cette situation a amené un grand nombre de travailleurs à créer leur propre poste de travail (marchand ambulant, cultivateur de coca...). Cette situation affaiblit grandement les possibilités habituelles d'organisation syndicale.

Nos compagnons brésiliens, dont l'organisation se développe surtout dans le secteur des transports et celui des banques(!), ont pris contact avec de nombreux de tra-

••• suite de la page 13

vailleurs proches de nos idées dans différents pays d'Amérique latine. Ils veulent organiser une rencontre continentale. La volonté de discuter de tous ces problèmes existe. Ce qui manque c'est le nerf de la guerre, l'argent, pour financer les déplacements des délégués. En cette année de commémoration de la découverte, de "fête" de cinq cents ans d'exploitation, il serait plus que souhaitable que les occidentaux que nous sommes soutenions cette initiative. La tendance euro-péo-centriste à organiser des conférences uniquement sur le vieux continent, où l'on invite quelques représentant des pays "exotiques" doit être dépassée. C'est pourquoi nous profitons de cet article pour lancer une souscription pour une conférence anarcho-syndicaliste en Amérique latine. Toutes les sommes qui nous parviendront avec cette mention seront remises au secrétariat de l'AIT dans ce but. La conférence aura lieu sur le continent sud-américain, mais notre section nord-américaine, le WSA des Etats-Unis, est partie prenante de cette initiative qui réunira des militants des deux Amériques.

La discussion a été très nourrie aussi, en ce qui concerne les problèmes que les anarcho-syndicalistes connaissent dans les pays occidentaux. Nous avons bien sûr écouté avec un vif intérêt les copains espagnols nous parler de leurs luttes, de leurs activités tant sur le plan syndical que sur celui de l'anti-militarisme par exemple.

Mais le thème qui nous a le plus intéressé, car nous nous sommes sentis plus directement concerné, à été celui proposé par nos compagnons norvégiens. Ces copains ont proposé de discuter de la façon de passer d'une organisation

"idéologique", principalement axée sur l'activité de propagande, à une véritable organisation syndicale. Les Norvégiens du NSF qui militent à l'intérieur des syndicats réformistes sont confrontés à la difficulté suivante: ces syndicats offrent à leurs affiliés différents avantages comme les caisses de pension. Il est difficile de demander aux gens de les quitter, car les gens ne veulent pas courir le risque de perdre leur pension. Mais ces syndicats transforment leurs structures et deviennent de plus en plus de simples assurances, et non plus des lieux où les travailleurs peuvent s'organiser et discuter ensemble, donc il n'est plus possible de militer à l'intérieur. Ce point de vue commence à être partagé par nombre de travailleurs, surtout parce que, dans la perspective de l'intégration européenne, la centrale syndicale LO fait maintenant beaucoup de concessions au patronat (en acceptant l'augmentation du temps de travail par exemple).

Parmi les interventions qui ont eu lieu sur ce thème, nous avons relevé celle particulièrement intéressante des Britanniques du DAM. Dans leur analyse de la situation en Grande-Bretagne, ils ont parlé d'un phénomène que nous connaissons aussi en Suisse, celui de la recomposition syndicale. Parce qu'ils perdent de plus en plus de membres, les syndicats se regroupent et fusionnent (dockers et cheminots par exemple). Les interventions ponctuelle au sein de ces syndicats réformistes ne sont guère concluantes. Nos copains y militent aussi, mais il est difficile d'avoir à la fois un pied dedans et un pied dehors. Depuis quelques temps, ils mettent en place des "réseaux industriels" qui s'organi-

•••



...
sent par secteurs à partir du poste de travail. Les gens qui participent à ces réseaux, qui sont des structures autonomes, ne sont pas nécessairement membres du DAM. D'autre part le DAM intervient dans des luttes qui ne sont pas directement syndicales. Il mène entre autre une importante activité antifasciste.

La discussion va se poursuivre sur le thème "propagande et syndicat", il a été décidé d'échanger des informations, mais de ne pas poser d'ultimatum à qui que ce soit pour se transformer en véritable syndicat!

Comme le relevait un compagnon italien de la USI, les situations sont très différentes en Europe même. Dans les pays du sud (Espagne, France, Italie) il existe une plus grande liberté syndicale. Pour des raisons historiques, l'AIT dispose de véritables syndicats, reconnus légalement comme tels. Dans le nord de l'Europe occidentale il y a, de droit ou de fait, un monopole syndical qui rend notre tâche particulièrement difficile. Il va falloir comparer les diffé-

rentes législations nationales sur le syndicalisme afin d'éviter que les plus restrictives ne s'imposent dans l'Europe communautaire de demain.

Pour terminer il faut dire qu'un congrès ce n'est pas seulement un lieu de prise de décision et de débat. C'est aussi l'occasion de fraterniser, d'avoir des contacts individuel, de faire la fête et de s'amuser. Sur ce point, comme sur celui de l'organisation en général, nous voulons féliciter ici nos compagnons allemands, ceux de l'ancien secrétariat en particulier, pour leur immense travail. Dans ce congrès nous avons pris conscience du volontarisme qui est nécessaire pour maintenir une internationale à la fois bénévole et autogérée. Quand parfois nous désespérons dans notre petite Suisse, devant l'ampleur des choses à faire et la faiblesse de nos moyens, nous repensons au congrès de l'AIT, et nous continuons car nous savons que nous ne sommes pas seuls. ■

Séville Expo 92

LA POLICE TIRE CONTRE UNE MANIFESTATION

Alors que toute la crème mondiale inaugurerait l'Expo 92, censée commémorer la "découverte" de l'Amérique, ou le premier génocide de l'histoire, la police de Séville dissolvait une manifestation à coups de feu, blessant par balles au moins trois personnes.

Ce dimanche 19 avril, dès 14 heures, les squatters de la maison occupée "Cruz verde" de Séville organisent un concert de groupes de rock. De nombreux opposants à la mascarade de l'Expo 92 venant de différents endroits d'Espagne et d'Europe sont présents. C'est l'occasion pour les participants aux deux campings contre l'Expo de se retrouver. Celui organisé par l'athénée libertaire "Exploitation 92" collectif auquel participent les militants de la CNT de Séville et celui de "Démasquons 92", une initiative proche de la CGT et des verts.

A la fin du concert, vers 20h.30, une manifestation s'organise spontanément et commence à défiler dans les vieux quartiers de Séville. Cette démonstration qui s'adresse aux nombreux visiteurs espagnols et étrangers présents à Séville pour l'inauguration de l'Expo attire l'attention des forces de l'ordre. Plusieurs patrouilles de police commencent à charger les manifestants qui jusqu'alors n'avaient fait que crier des slogans. Face à cette agression, les manifestants tentent de mettre en place une barricade en déplaçant des voitures, pour barrer la route aux policiers. C'est à ce moment-là que les flics font usage de leurs armes en tirant

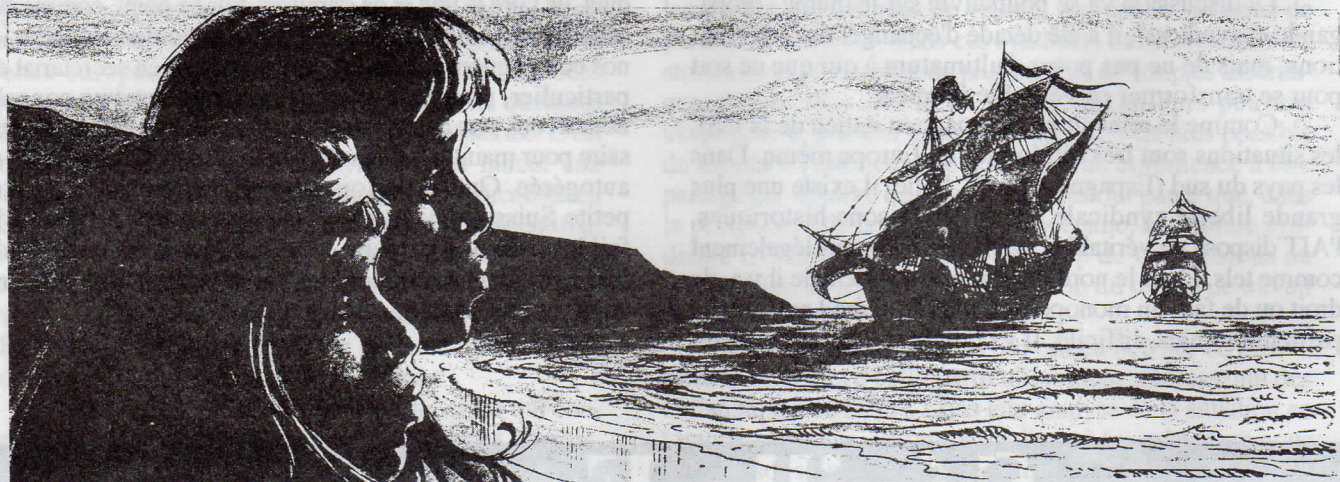
d'abord en l'air, puis directement sur les gens, au moins douze coups de feu. Il y a eu en tous cas trois blessés, dont un jeune Allemand atteint à l'estomac et une fille qui ne participait pas à la manifestation. Contrairement à ce qui a paru dans la presse espagnole, les manifestants n'étaient absolument pas armés de barres de fer, ni de haches(!), tout au plus avaient-ils de quelques bouteilles de bière. Cette presse a aussi retransmis les propos délirants de la police, qui a parlé de conjuration vasco-allemande à laquelle elle mêlait la CNT. Mais rien n'a été dit sur l'incompétence de la police qui a préféré tirer plutôt que de faire usage de moyens habituels (gaz lacrymogène...) pour dissoudre une manifestation de quelques 400 personnes, ceci alors qu'elle dispose de 10'000 agents pour protéger l'Expo.

Ensuite la police met en place un important déploiement de force dans toute la ville et arrête une cinquantaine de personnes de diverses nationalités participant aux rencontres contre l'Expo. Lundi 20 avril au matin, une concentration est organisée devant l'une des entrées de l'Expo pour demander la libération des détenus. A cette occasion une vingtaine de personnes dont dix appartenant à la CNT ou à des groupes libertaires sont à nouveau arrêtées. L'avocat de la CNT qui se rend au commissariat pour assister les détenus est brutalement chassé, on lui tort même violemment le bras au point de le blesser.

Ce même lundi, l'inauguration de l'exposition "artistes contre 92, ouvrons des espaces de liberté" organisée par l'athénée "Exploitation 92" est interdite. A ce sujet il y a une

●●● suite de la page 15

petite anecdote, cette exposition a lieu dans le "pavillon de l'Uruguay" dans les jardins de San Telmo. Ce pavillon date de l'exposition universelle de Séville de 1929, mais les journalistes ont cru que cette manifestation avait lieu au sein même de l'Expo 92, ce qui a valu aux copains des appels hystériques de la part des représentants officiels de



l'Uruguay. Le mardi 21 les arrestations continuent, 25 personnes participant au camping "Démasons 92" sont interpellées sans le moindre motif.

Ce même mardi au soir, l'exposition "artistes contre 92" peut enfin ouvrir ces portes et un certain nombre de personnes arrêtées sont remises en liberté, mais d'autres sont expulsées d'Espagne ou jetées en prison comme Pablo Arillo de Grenade insoumis à la PSS (service civil)¹.

Le bilan des événements que nous a fait parvenir le secrétaire de presse de la CNT de Séville est le suivant: il y a eu 84 détentions, 42 expulsions du pays, 11 prisonniers (actuellement en liberté conditionnelle), 3 blessés par balles et deux policiers contusionnés. Parmi les 11 personnes incarcérées il y avait quatre étrangers qui ont aussi été expulsés par la suite, ce qui porte à 46 le nombre des expulsions. La quasi totalité des personnes arrêtées furent brutalement battues. Les prisonniers furent privés de correspondance.

La CNT fut la seule organisation à assumer des personnes arrêtées. Elle leur a offert une couverture juridique dans la mesure de ses moyens. Les avocats de la CNT ont assisté quatorze personnes: des militants de la CNT, des libertaires, et des personnes appartenant à d'autres idéologies qui ont demandé de l'aide. De plus la CNT a assumé quatre prisonniers dont on ne sait si les familles pourront prendre en charge, postérieurement, la défense juridique.

Actuellement la CNT participe à la plate-forme pour les libertés qui regroupe diverses organisations de Séville en défense des personnes inculpées durant les événements. En ce qui concerne les dépenses occasionnées pour les frais juridiques, ils s'élèvent à 250'000 pesetas pour la seule CNT. La fédération locale a reçu de l'aide du fond pro-prisonniers du Comité national de la CNT et de quelques personnes individuelles. Il est quasi certain qu'il y aura de

nouveaux frais quand les procès auront lieu. C'est pourquoi nos copains de Séville font un appel à la solidarité économique que l'on peut adresser au compte de la **Fédération locale de Séville de CNT**, au nom de **Francisca Rodríguez García N° de CC 2098/0004/89/ 0130166129. Monte de piedad y caja de Ahorros de Sevilla.**

Les copains nous prient de faire connaître cette demande au plus grand nombre de gens possible. Au cas où ils recevraient trop d'argent, ce dont ils doutent, ils le remettront au fond pro-prisonniers de la CNT à moins qu'il y ait une meilleure proposition de la part des donateurs. ■

1 En Espagne de plus en plus d'objecteurs de conscience refusent de faire la prestation sociale substitutive (PSS), argumentant que l'on a aucun devoir à servir gratuitement l'Etat, et qu'il est intolérable d'occuper des emplois, qui pourraient être confiés à des chômeurs.

Pour tout contact:

**CONFEDERACION NACIONAL DEL
TRABAJO**

C/Trastamara 33-1° 41001 Sevilla

Espagne

Lettre d'Andalousie

NOUS ne résistons pas au plaisir de publier une lettre d'encouragement que nous a écrit un ami de la CNT de Séville. Bien que cette lettre date d'avant les événements de l'EXPO (il nous invitait à participer aux mobilisations prévues) elle est encore d'actualité, tant pour les informations qu'elle contient que comme témoignage de l'état d'esprit salubre qui anime bon nombre de nos copains espagnols.

Chers ami(e)s,

J'ai reçu l'Affranchi (...). Vous ne pouvez imaginer le réconfort et le plaisir que j'ai éprouvé à le lire. Savoir qu'au diable vert il y a des gens qui pensent et sentent, plus ou moins, comme nous ici.

Comme vous le dites, l'Espagne est chaque jour moins "différente". Comme dans tous les pays développés, le monde est de plus en plus fait d'individus isolés, non solidaires. Les gens sont seuls, indifférents à ce qui les entoure, motivés par l'argent et la consommation. Et nous voyons comment le capital gagne des batailles, même si nous sommes optimistes et que nous pensons encore pouvoir gagner la guerre.

Il faut vous enlever de la tête qu'il y a, en Espagne, des dizaines de milliers de libertaires. Nous les militant(e)s ne donnons pas de chiffres, mais ils sont faibles, peut-être comme en Suisse (!?! ndt.). Ce qui se passe ici c'est que nous continuons à vivre la tradition de lutte du passé, et par tradition nous nous lançons parfois dans des histoires dans lesquelles le rapport de force est très défavorable pour nous; de temps à autre il se produit un miracle et nous gagnons. La seule explication possible est que le système a tellement confiance dans l'auto-répression des gens que quand un contestataire surgit, ils sont incapables de l'arrêter. La chance joue un rôle bien sûr, mais pour mettre un goal, il faut être sur le terrain.

Les temps ne sont pas du tout favorables pour les idées, et beaucoup de ceux qui s'obstinent encore s'intègrent au système. Je vois que chez vous aussi, vous avez le problème de la participation politique de certains libertaires. De mon point de vue, s'opposer à l'Etat par la voie que l'Etat a prévue pour ça, ce n'est pas s'y opposer. Recevoir des subventions de l'Etat, avoir des permanents, cela peut servir à acheter une photocopieuse et à répondre à temps à la correspondance, mais pas à transformer la société... En Espagne cela ne réussit pas beaucoup aux "libertaires politiques" de la CGT. Lors des dernières élections syndicales ils ont obtenu 1'600 délégués, soit le 0,67% du total (237'261 délégués). Un maigre résultat après dix ans de scission. Parmi ces 1'600 délégués, selon leur propres sources, un 30% se déclarent non libertaires (...).

Je crois qu'il est absolument nécessaire que les libertaires se situent en marge de l'Etat et produise leur propre culture et

leur propre dynamique. A la CNT, chaque fois que nous obtenons quelque-chose, nous le faisons sans représentativité légale, en passant par dessus les lois, le patronat, le gouvernement et les syndicats. Tout ce que nous avons nous ne le devons qu'à nous-même, à nos efforts désintéressés, personne ne nous fait de cadeau. Et rendez-vous compte, avec moins de militants que d'autres organisations, nous avons par exemple plus de locaux qu'eux. Quatre dans la province de Séville, dont deux en propriété et je crois cinq à Cadix, dont un en propriété, et un autre occupé. Excusez-moi si je ne sais pas les données exactes, mais c'est grosso modo ainsi. Pour moi c'est un orgueil de savoir que ce patrimoine nous le devons exclusivement à notre volonté. Concernant Puerto Real, c'est une satisfaction de pouvoir vous dire que nous avons gagné. Dans le chantier naval de cette localité, où travaillent plus de 2'000 travailleurs, il n'y a plus de comité d'entreprise et on fonctionne par sections syndicales, celle de la CNT reconnue au même titre que celles des autres syndicats qui se sont opposés à mort, jusqu'au dernier moment à notre reconnaissance. (...) Cela a été le fruit de plus d'une décennie d'efforts et de luttes, à nager à contre courant (...). Et maintenant que nous l'avons obtenu, cela me paraît si peu... Vous vous demandez peut-être pourquoi une organisation si forte n'affilie pas plus de gens. Parce que, par exemple, les compagnons(es) de Puerto Real ne font pas d'heures supplémentaires et vivent avec un salaire modique. Mais un travailleur "normal" préfère travailler plus et gagner plus d'argent. La CNT leur paraît un syndicat épatant, mais qui pose des problèmes.

Enlevez-vous aussi de la tête l'idée que nous sommes des martyres qui se consacrent exclusivement à l'organisation. Par malheur ou par chance nous sommes des gens normaux, nous n'aimons pas le travail, ni la bureaucratie, ni les compromis éternels. Par contre les loisirs et la bonne vie nous enchantent. C'est en grande partie pour cela que nous avons une organisation si désastreuse qui n'a pas d'archives présentables dans toute la péninsule. Nous avons alternativement des périodes de grande activité et d'autre où l'activité est nulle ou faible. Il est difficile de trouver un équilibre, mais nous sommes comme ça que peut-on y faire. Je ne vous distrais pas plus. Actuellement nous préparons les activités contre l'inauguration de l'EXPO 92 à Séville. Du 18 au 25 avril les libertaires et anarchistes pourront riposter à ce spectacle capitaliste par des manifestations, des discussions, des débats, des expositions... Ambiance garantie. 10'000 policiers vont veiller à la sécurité de cet engendrement, et ils auront face à eux 100 ou 200 des nôtres, vieillards et enfants compris. Un camping est organisé pour accueillir les gens qui viendront (...)

Tenez bon Salut

Fernando.

UN SQUATT D'EXPULSÉ, DIX DE REOCCUPÉS!

Le jeudi 23 avril plus de cent policiers ont délogé de force les squatters de deux maisons occupées du Triangle de Villereuse à Genève. Les barricades symboliques montées à la hâte quelques jours auparavant ne résistent pas longtemps malheureusement. Les occupants de l'une des maisons "la menuiserie" sont arrêtés, ceux de la maison en bois réussissent à s'enfuir. Immédiatement les bulldozers commencent à démolir les maisons.

Avec l'aide de voisins et sympathisants accouru à la hâte, les occupants tentent bien de résister et de se défendre. Echanges de coups, jets d'oeufs etc. Il s'en suit une manifestation dans les rue de Genève...



La police fait du zèle: des représentants des forces de "l'ordre" s'en sont pris aux autres maisons qui ne figuraient pas à l'ordre d'évacuation. Au Garage et à la maison blanche diverses déprédations ont été commises: toit partiellement endommagé, arrachage de tableaux électriques, conduite d'eau éventrée, confiture renversée, urine dans les coins... Mais à ce jour les trois maisons restantes du Triangle sont toujours occupées.

Les occupants des deux maisons détruites ne se sont pas laissé impressionner puisque le lendemain ils se sont installés dans une villa vide des environs.

Sur l'endroit laissé vide par les bulldozers, rien n'a encore été construit deux mois après la destruction.

Cet événement, brièvement résumé, donne une petite idée de ce qu'est le mouvement squatt dans cette ville. Genève c'est une trentaine de bâtiments occupés, entre 600 et 700 squatters en tout. Alors que dans les années 80-85 la répression était la seule réponse du pouvoir face à ce mouvement, peu à peu dès 88, les autorités ont toléré la nouvelle vague de squatts. Le pouvoir a essayé de contrôler la situation par le système des "contrats de confiance": des locaux occupés, pour lesquels les propriétaires n'ont pas encore obtenu ou demandé d'autorisations de démolir, sont laissés à disposition des squatters moyennant certaines conditions. Cette formule idéalisée par certains est considérée par d'autres comme un moyen que les autorités se donnent pour déplacer plus facilement des centaines d'habitants sans baux, au gré des autorisations de construire, cachant du même coup les immeubles vides... Or les occupants ne revendiquent pas du logement provisoire, mais au contraire des lieux qui tiennent compte des aspirations des habitants. Une vraie vie de quartier, pas ce qu'offre les banlieues dortoirs. Dans plusieurs locaux occupés des activités culturelles sont régulièrement organisées: concerts, théâtre, restos ou ateliers autogérés...

A l'heure actuelle, les squatters non réglementés ne sont pas pour autant immédiatement jetés hors de leurs locaux. A Villereuse par exemple l'occupation dure depuis deux ans et demi. Les autorités oscillent entre tolérance et répression.

Cette situation est due d'abord au rapport de force que

●●●

les squatters sont parvenus à imposer. Mobilisations lors des expulsions, organisation d'une inter-squatt, mise en place d'une "régie populaire" qui recense les maisons vides...

Elle a aussi été favorisée par le scandale que représente, pour l'opinion publique, l'existence de milliers de locaux vides dans une ville où la crise du logement est particulièrement aiguë et où la spéculation a fait des ravages ces dernières années. Durant la période de surchauffe les promoteurs ont détruit de nombreuses maisons d'habitations pour construire des bureaux et des commerces. Aujourd'hui avec la crise, un demi-million de mètres carrés de ces surfaces restent désespérément vides. D'autre part l'arrêté urgent contre la spéculation, qui interdit la revente d'immeubles achetés il y a moins de trois ans, a bloqué un certain nombre de requins de l'immobilier, qui ont sur les bras des bâtiments dont ils ne peuvent rien faire pour l'instant.

Avec les hausses insupportables des loyers, l'impossibilité pour de nombreuses personnes, les jeunes en particulier, de trouver un logement, beaucoup de gens sont favorables aux squatters. L'attitude du procureur général Bertossa (PS) qui a ordonné l'évacuation des deux maisons à Villereuse est par exemple remise en cause par des membres de son propre parti. Au lendemain des événements, le parti socialiste de la Ville de Genève a

diffusé un communiqué de presse dans lequel on pouvait lire que: «bien que les autorisations de démolir soient entrées en force, la légalité et l'ordre ne peuvent justifier des évacuations faites dans la violence et l'intimidation». Les belles déclarations ne coûtent pas cher, il faut bien rassurer les électeurs si on veut rester au pouvoir. Paradoxe de ce parti qui prétend (di)gérer le système capitaliste et qui n'en n'est que l'humble serviteur.

Face aux squatters, l'Etat a deux attitudes, d'un côté il essaie de récupérer le mouvement; c'est ce qui est tenté par les contrats de confiance, ou par les subventions accordées à certaines activités reconnues comme socialement utiles, de l'autre il tente d'isoler et discréditer les squatters. Par exemple lors de l'évacuation de Villereuse, la presse a prétendu que les habitants s'étaient défendus avec des cocktails molotov, ce qui est faux. Ainsi se manifeste la volonté de certains de criminaliser le mouvement, et ce n'est sûrement qu'un début. A l'avenir il faudra donc naviguer entre ces deux écueils. C'est une sacrée leçon que nous donne ainsi les squatts. Dans ce système rien n'est jamais définitivement gagné. Les seuls "acquis" dépendent du rapport de force entre les "décideurs" et nous. Seul le développement des mobilisations et du mouvement de sympathie vis-à-vis des squatts pourra garantir leur survie et leur développement à long terme. ■



●●●

Le Monde Libertaire et la Suisse

Désinformation et censure

NOUS nous trouvons devant la nécessité de régler publiquement un différent qui nous oppose à l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste française. Dans son n°863 (19-25 mars 1992), "le monde libertaire" publiait un article intitulé *Suisse romande la triste figure de l'extrême gauche* signé par leur correspondante helvétique. A la lecture de cet article nous avons immédiatement, soit le 24 mars 1992, fait parvenir au monde libertaire, en tant qu'Amis de l'AIT, une lettre ouverte qui n'a pas été publiée par l'hebdomadaire en question.

Dans le monde libertaire n°870 (7-13 mai 1992) on peut lire, sous la rubrique "arguments — droit de réponse", un grand article (par la taille) envoyé par l'Organisation socialiste libertaire (OSL) intitulé *L'Organisation socialiste libertaire réaffirme son engagement révolutionnaire*, texte qui constitue la réaction de cette organisation à l'article précédemment cité. Il s'agit, à notre avis, d'un cas flagrant de censure et de discrimination. Ceci d'autant que notre lettre était nettement plus courte, mais aussi et c'est peut-être là le problème, moins indulgente à l'égard du monde libertaire que celle de l'OSL.

Ce qui c'est passé n'est pas seulement fâcheux pour nous; ça l'est également pour les lecteurs du monde libertaire qui n'ont eu ainsi qu'une information à la fois partielle et partielle des problèmes des libertaires en Suisse romande.

Ce que tant l'OSL que nous-même reprochions à la correspondante du monde libertaire, c'est d'avoir présenté un groupe, l'Union des cercles pour une politique ouvrière (UCPO), comme *l'unique lueur d'espoir* des libertaire en Suisse romande. Rappelant que l'UCPO est l'émanation des trotskistes lambertistes suisses, nous relevions un élément qui n'apparaît pas dans l'article de l'OSL, c'est la pratique électoraliste du groupe en question, témoin sa participation aux dernières élections fédérales (législatives): *"L'Union des cercles pour une politique ouvrière (UCPO) a soutenu les listes «Pour une politique en faveur des travailleurs» dans trois cantons et appelé à voter pour les candidats des partis ouvriers traditionnels qui se sont prononcés clairement pour la défense de ces mêmes points (...)"*. (Déclaration du Secrétariat national de l'UCPO, 21 octobre 1991). En lisant le "Journal" de l'UCPO (n°26, 24 octobre 1991) on apprend aussi que la "Tribune de Genève", suite à leur conférence de presse, aurait écrit par erreur que tous les candidats de l'UCPO étaient des anarcho-syndicalistes(!) alors que, selon Albert Anor de l'UCPO, seul un candidat sur les six présents s'est réclamé de cette tendance. Pour nous, mais espérons-le pour tous les libertaires, l'anarcho-

syndicalisme va de pair avec l'anti-parlementarisme, si non on ne sait plus de quoi on parle.

Les trotskistes lambertistes sont passés maître dans l'art du confusionnisme. Les "anarcho-syndicalistes" qui sont leurs compagnons de route en Suisse sont peut-être des "idiots utiles" comme le suggère le correspondant de l'OSL. Mais peut-on ne en dire autant de ceux qui se trouvent dans la même position en France ou en Espagne? Que penser de ces "anarcho-syndicalistes" permanents syndicaux à Force Ouvrière (FO), comme José Salamero ou Alexandre Hébert dont on retrouve les signatures sur tous les appels pour des conférences et autres rassemblements organisés par les lambertistes? Signalons au passage que lors de l'élection de Marc Blondel à la tête de FO, le non d'Alexandre Hébert a plusieurs fois été cité dans "Le Monde" (31 janvier et 3 février 1989) où il apparaît comme le patron(!) des anarcho-syndicalistes et l'allié des trotskistes.

Josep Serra i Estruch un autre de ces "anarcho-syndicaliste" qui se présentait aux rencontres organisées par les lambertistes comme délégué, entre autre, de la CNT¹ de Catalogne résume ainsi leur stratégie: *la conférence ouvrière de Berlin du mois d'octobre 1988 (...) peut s'engager dans deux voies*

*parfaitement complémentaires: une organisation commune de syndicats indépendants en marge des influences politiques et une confédération européenne des partis des travailleurs dont ils défendent directement les intérêts sur le terrain politique même. Sur le plan syndical, le mieux serait un simple retour aux sources, à l'Association internationale des travailleurs primitive...*²

En clair et dans la pratique cela veut dire que les syndicats font du "syndicalisme" et que le parti dirige l'action. Josep Serra i Estruch "oublie" juste que l'Association internationale des travailleurs primitive se voyait elle-même comme le "parti" des travailleurs, que ses organisations de base se considéraient comme auto-suffisantes et que se sont les marxistes qui ont développé le principe de construire des partis politiques séparés pour agir sur le terrain politique.

La référence à l'AIT, l'utilisation abusive du terme anarcho-syndicalisme constitue, pour les lambertistes et leurs alliés "anarcho-syndicalistes", une stratégie qui vide de son contenu l'idée même d'anarcho-syndicalisme. Dans notre lettre au monde libertaire nous signalions aussi que cette idée, que nous essayons de faire connaître en Suisse, n'est pas seulement mise à mal par les lambertistes. C'est sous l'appellation d'anarcho-syndicalistes que sont apparus dans "le nouveau

•••

quotidien" (22 février 1992) les membres de l'OSL/CRT³ qui ont participé à la fameuse rencontre entre le président du parti socialiste suisse (PSS) Peter Bodenmann et une partie de l'extrême-gauche suisse romande.

Nous allons ici ouvrir une parenthèse et donner notre avis sur cet événement et plus généralement sur ce que nous savons de la recombinaison actuelle de "la gauche de la gauche" dans notre pays. Qu'on ne nous reproche pas de nous limiter à *des sources journalistiques post-modernes peu fiables et largement mal intentionnées à l'égard de la gauche révolutionnaire*⁴. A notre connaissance ni "la Brèche" le journal du Parti Socialiste Ouvrier (PSO), ni "Confrontation" de l'OSL n'ont donné d'information sur cette rencontre avec la direction du parti socialiste qui a bel et bien eu lieu à Fribourg, début février 1992. Heureusement qu'il y a la presse bourgeoise et le café du commerce!

Dans l'article paru dans "le

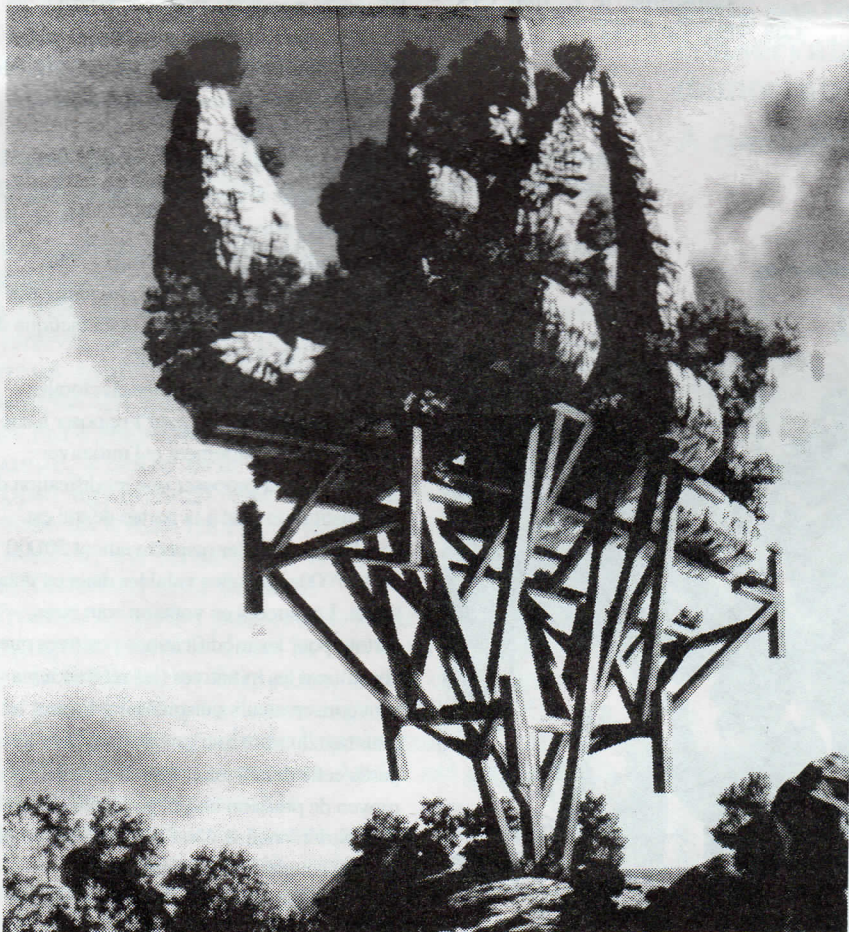
monde libertaire", le Baron noir et rouge de l'OSL minimise les relations qui lient son organisation au PSO (l'équivalent de la LCR en France). Depuis environ une année et demi ces deux organisations tiennent assez régulièrement des assemblées générales communes sur le plan local à Lausanne. Des conférences — cours de formation communs ont été organisés avec la participation de conférenciers comme Alain Bihr, Gowan, Daniel Bensaïd ou Ernest Mandel. En ce qui concerne "la Fédération", cette tentative de regrouper *les restes de l'extrême-gauche*, nous ne pouvons pas en dire grand chose car ses travaux ne sont pas publics. Mais on peut craindre qu'au jeu de "qui magouille qui" un vétéran du secrétariat unifié de la IV^e internationale comme Charles-André Udry soit plus habile que d'autres. L'affaire de la rencontre de Fribourg

**NOUS NE
SERIONS PAS
SURPRIS
D'APPRENDRE
QUE CERTAINS
ONT LE
SENTIMENT
QU'ON LEUR A
FAIT UN ENFANT
DANS LE DOS**

avec le président du PSS est à ce titre exemplaire. D'après les bruits qui circulent, cette réunion n'était pas une séance organique de la "Fédération", mais une prise de contact informelle proposée par Udry. Invités à la dernière minute, les deux membres de l'OSL qui y ont participé n'auraient pas eu le temps de consulter le reste de leur organisation avant la réunion... Nous ne serions pas surpris d'apprendre que certains ont le sentiment qu'on leur a fait un enfant dans le dos.

Nous ne pensons pas, comme la correspondante du "Monde libertaire", que des membres de l'OSL négocient en secret leur adhésion au PS⁵. Cela n'est pas si simple. Voici très sommairement comment les choses se présentent: en Suisse le parti socialiste est à la fois au gouvernement (deux ministres sur sept) et dans l'opposition. Pour ce maintenir dans cette position inconfortable la "droite" du parti qui gère les différentes instances du pouvoir avec les partis bourgeois ne peut se passer d'une gauche qui paraît plus combative et moins conventionnelle pour mobiliser les électeurs. C'est pour cela que l'on trouve au PS des personnages comme Andreas Gross le promoteur du Groupe Suisse sans armée, etc. Mais cette "gauche" du PS est assez peu militante, elle est obligée de faire alliance avec l'extrême-gauche, le PSO en particulier, dont les militants sont imbattables pour les récoltes de signatures⁶. Le PSO s'est passablement affaibli ces dernières années. L'idéologie dont il se revendique (le trotskisme) n'est plus crédible pour les gens un tant soit peu sérieux, c'est pourquoi il avance masqué. Pour les dirigeants de ce parti, pouvoir se targuer de construire une fédération avec des libertaires, c'est s'offrir à bon marché un certificat de non sectarisme.

Tout cela rappelle les poupées russes qui s'emboîtent les unes dans les autres, ou les vases communicants. Chacun retire son petit bénéfice, et le plus fort gagne. La seule chose que nous ne voyons pas c'est l'avantage que



●●● suite de la page 21

des libertaires peuvent retirer de ce genre d'alliance, enfin... chacun sa stratégie. Fermons la parenthèse.

Pour en revenir au "Monde libertaire", nous voulons aussi répondre à l'encart signé "le Comité de rédaction" et intitulé: *Mise au point — ni manque de sérieux ni désinformation* qui accompagnait l'article de l'OSL. Cet encart commence ainsi *Depuis plusieurs mois, notre correspondante suisse nous adresse régulièrement des infos et analyses...* Nous le disions déjà dans notre lettre, et nous le réitérons ici, les papiers de la correspondante suisse du monde libertaire constituent bien plus de la désinformation que de l'information. La personne a bien relaté certains "faits" en rapport avec la Suisse, mais d'analyse nous n'en avons pas vu la trace. Des "nouvelles" ponctuelles, sorties de leur contexte, sur des aspects mineurs ne peuvent donner qu'une idée fautive de la réalité. Le lecteur n'est pas infor-

NOUS NE VOYONS PAS L'AVANTAGE QUE DES LIBERTAIRES PEUVENT RETIRER DE CE GENRE D'ALLIANCE

mé véritablement mais par contre et c'est pernicieux, il a le sentiment d'être informé. Le Comité de rédaction du monde libertaire signale *le peu de cas qui est souvent fait de la circulation de l'information en milieu libertaire* en notant que *la Suisse et ses organisations libertaires n'y échappent pas...* Nous ne nous sentons pas concernés par cette remarque car nous leur avons fait parvenir l'Affranchi dès le premier numéro et sans rien demander en contre-partie. Rien ne les empêchait de reprendre tel quel l'un ou l'autre de nos articles sur la Suisse.

Le niveau de l'information du monde libertaire sur la Suisse romande, pays voisin et francophone, nous amène à douter de la fiabilité des autres articles de cet hebdomadaire, particulièrement ceux venant de pays plus lointains et non francophones.

Lausanne, le 23 mai 1992
Les Amis de l'AIT

¹ D'après nos informations J. Serra i Estruch était (est?) membre de l'actuelle CGT, organisation qui revendiquait à l'époque le sigle CNT. Il y a eu un assez important travail d'entrisme de la part des lambertistes et d'autres partis trotskistes au sein de cette organisation, comme d'ailleurs au sein de la CNT-AIT avant la scission, dans laquelle ils ont joué un rôle non négligeable. Nous avons relevé à l'époque dans le périodique *IRL* de Lyon (n°83 octobre-novembre 1989) que ce monsieur était venu le 16 décembre 1988 à Genève comme orateur invité au 50e anniversaire de la IVe internationale, pour se rendre ensuite, avec une délégation du Groupe trotskiste de Suisse, sur la tombe de Bakounine à Berne (voir aussi *Action socialiste* n°104, Genève, 8 janvier 1989).

² Compte-rendu des travaux et décisions de la Conférence européenne de militants ouvriers contre les plans du FMI et de la CEE 1er et 2 octobre 1988 à Berlin.

³ Pour nos lecteurs français signalons que la Confédération romande du travail (CRT) est un ancien syndicat chrétien du tertiaire dont l'itinéraire ressemble à celui de la CFDT en France, toute proportion gardée pour ce qui est du nombre de ses adhérents. Actuellement ce syndicat est dominé à Lausanne par des membres de l'OSL.

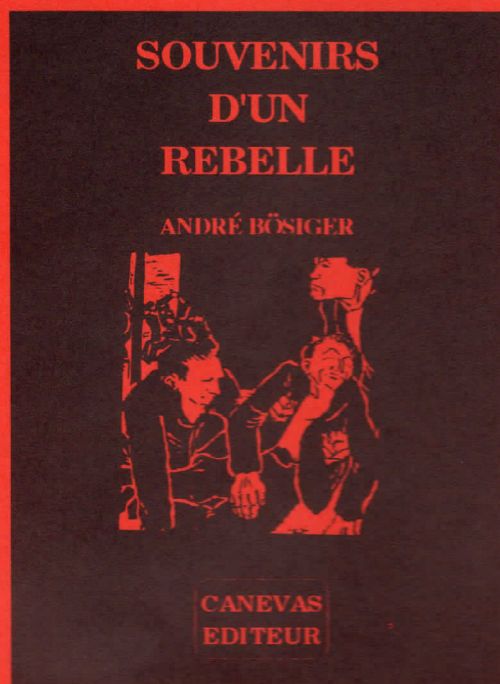
⁴ C'est ainsi que le Baron noir et rouge de l'OSL désigne *le nouveau quotidien dans le monde libertaire* n°870.

⁵ Venant de quelqu'un de l'UCPO cette remarque nous surprend, car une partie des lambertistes suisses, adeptes de la tactique de l'entrisme, ont leur carte du PS.

⁶ En Suisse, les consultations électorales comme le référendum, pour s'opposer à une loi votée par le parlement et l'initiative populaire, pour proposer une modification de la Constitution sont à la portée de qui est capable de récolter respectivement 50'000 ou 100'000 signatures valables dans un délai limité. Les succès en votation sont rares, surtout pour les modifications positives que constituent les initiatives (les référendums sont conservateurs puisqu'ils impliquent le maintien du statu quo); cependant pour les partis cette démocratie semi-directe est un moyen de pression non négligeable sur le plan parlementaire. C'est aussi un moyen de se faire connaître des électeurs.

⁷ "le monde libertaire" n°870 (7-13 mai 1992).





Souvenirs d'un rebelle

André Bösiger

Canevas Editeur, Saint-Imier, 1992, 135 p.

Dans son livre André Bösiger est pareil à lui-même. Direct il va à l'essentiel, nous racontant sa vie, sans détails inutiles.

Des nombreux et passionnants éléments de son engagement militant soulignons ici son activité, dès 1929, au sein de la Ligue d'Action du Bâtiment à Genève, dont il sera l'un des principaux acteurs. Il nous montre comment l'action directe et la solidarité ont permis aux travailleurs de ce secteur de se faire respecter du patronat. Une leçon toujours actuelle, à notre avis.

Rappel également des événements de 1932 où l'armée fit treize morts et une centaine de blessés, à Genève, en tirant sur les participants à une manifestation anti-fasciste.

Réfractaire, André passera deux années en prison, s'engagera ensuite dans la Révolution espagnole, dans la Résistance française, avant de rejoindre la lutte pour l'Indépendance algérienne et celle des anarchistes espagnols de l'après-guerre. Toujours actif et prêt à rendre service André est aujourd'hui notre éditeur responsable.

Son ouvrage est une pierre solide à joindre à un édifice encore inachevé, celui qui permettra de comprendre ce qu'est et ce qu'a été le mouvement anarchiste dans ses acquis comme dans ses défaites.

Les ultras

Claude Cantini

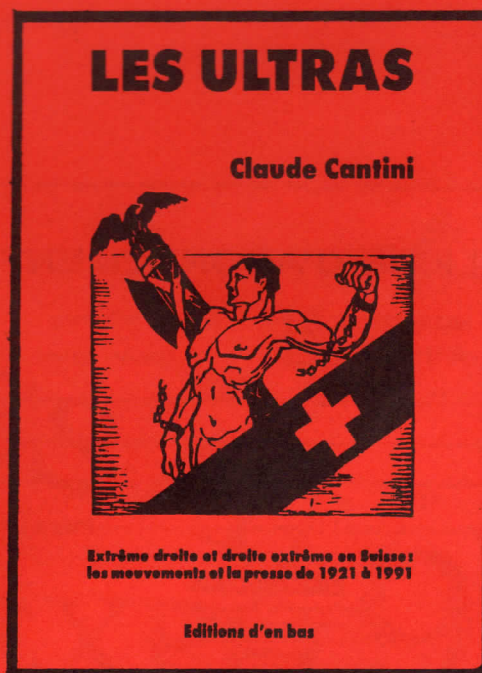
Editions d'en bas, 1992, 176 pages Fr.s. 27.-

Dans cet ouvrage Claude Cantini présente un inventaire documenté et illustré des différentes organisations et nébuleuses fascistes, racistes... de Suisse des années 20 à nos jours, en situant cette mouvance dans ses ramifications internationales.

Il nous fait découvrir les "ultras" de ce pays à partir notamment de leurs publications.

Ce livre a le mérite de mettre en lumière les liens qui unissent la droite extrême dans ses multiples variantes à la droite conservatrice prétendue honorable et démocratique.

A connaître et faire connaître.



SOUSCRIPTION PERMANENTE

Depuis le précédent numéro de l'Affranchi, nous avons ouvert une souscription permanente. Nous tenons à remercier celles et ceux qui ont déjà répondu à notre appel (les sommes qui figurent dans la liste sont toutes données en francs suisses). Pour le moment les abonnements et dons ne couvrent pas tous les frais (imprimerie, PTT). Les déficits ont été épongés par notre éditeur responsable et par la rédaction, mais nous ne désespérons pas, à l'avenir, auto-financer le journal. Merci d'y contribuer.

LISTE N°1:

J.P.	France	85.-
D. H.	Zürich	85.-
L.J.	France	65.-
J.L.	Zürich	35.-
B.R.	Tessin	5.-
J.B. T.	Vaud	5.-
D.S.	Valais	10.-
J.P.	Tessin	5.-
C.G.	Tessin	35.-
J.P.S.	Vaud	85.-
G.S.	Genève	35.-
M.L.	Tessin	15.-
C.C.	Vaud	5.-
D.S.	Vaud	15.-
D.C.	Vaud	5.-
J. P.	Vaud	35.-
G.B.	Tessin	15.-
J.M.H.	Genève	5.-
A.P.	France	5.-
S.E.	Vaud	35.-
A.M.	France	10.-

CAM

Avec d'autres organisations anarchistes, la CNT d'Espagne organise les 21, 22 et 23 août 1992, à Barcelone, un concours littéraire mondial anarchiste (Certamen Anarquista Mundial - CAM).

Les thèmes des travaux présentés seront les suivants:

- Effondrement du capitalisme d'Etat.
- La situation du capitalisme et sa crise générale.
- La situation du mouvement anarchiste, des idéologies en général, désorganisation et démobilisation des travailleurs.
- Comment faire face à la situation actuelle. (Dans une perspective émancipatrice et révolutionnaire).

Pour plus d'informations s'adresser sans délai à la commission du CAM, *Apartado 1953, 08080 Barcelone*, ou au secrétariat de presse et propagande de la *Fédération locale de la CNT de Barcelone Tél.318.88.34 / Fax 318.88.34.*

SOLIDARITÉ CONFÉRENCE AIT

Pour tous ceux qui veulent soutenir financièrement la conférence de l'AIT en Amérique latine, prière de bien le mentionner sur le bulletin de versement. (A. Bösiger, ccp 12-17661-5, 1227 Carouge)



BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMEROS 15 frs. (6OFF)

SOUTIEN 30 frs. ou plus

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

NP: _____ Localité: _____ Pays: _____

A retourner à:

Réflexions Sociales
Case postale 213
1000 Lausanne 6 Ouchy
SUISSE

Versement à A. Bösiger ccp 12-17661-5
1227 Carouge

MENTIONNEZ L'AFFRANCHI

SOMMAIRE

EDITORIAL	2
FA/18	3
AUSTERITE UNE DEFAITE ANNONCEE	6
ENTRETIEN AVEC UN COMPAGNON DE LA CNT - F	8
CONGRES DE L'AIT	12
SEVILLE EXPO 92	15
LETTRÉ D'ANDALOUSIE	17
SQUATT	18
LE MONDE LIBERTAIRE ET LA SUISSE	20
LIVRES	23